

écrits politiques

ACCUEIL DU SITE

ENTRETIENS

ARTICLES

MES INVITÉS

APARTHEID

POÉSIE

LETTRE OUVERTE À MME MICHELINE CALMY-REY

Gaza : Les leçons d'un carnage

Quand Gaza se relèvera de ses ruines, avec qui votre Département compte-t-il parler ? Avec ceux qui ont trahi leur peuple à Ramallah et qui vous ont fourvoyée dans une « Initiative de Genève » qui fait la part belle à Israël, créant ainsi de nouvelles injustices pour les colonisés ? Où avec ceux qui ont acquis la confiance du peuple palestinien en résistant à l'occupant ?

12 JANVIER 2009 | THÈMES : GAZA CRIMES DE GUERRE ISRAÉLIENS HAMAS "INITIATIVE DE GENÈVE" DROIT INTERNATIONAL "AUTORITÉ PALESTINIENNE"



Madame la Conseillère fédérale,

En ces jours terribles où les bombes israéliennes pleuvent sans discontinuer sur Gaza, en fauchant brutalement la vie de milliers d'hommes, de femmes, et d'enfants, en ces jours où la colère étouffe d'impuissance toute personne dotée d'un peu d'humanité, c'est une consolation pour les

assiégés de savoir que partout dans le monde, des foules de gens sont descendues dans les rues pour dénoncer les crimes commis par Israël et également les propos de nombre de médias et de responsables politiques qui ont cherché - et cherchent encore - à cacher ou à minimiser la culpabilité criminelle d'Israël dans cet effroyable carnage.

« *Qu'attend le Conseil fédéral pour rappeler son ambassadeur en Israël et expulser l'ambassadeur israélien en Suisse ?* » [1] s'insurgeait à raison le parlementaire suisse Joseph Zisyadis, outré par les réactions timides des autorités de Berne, devant les milliers de personnes venues le 10 janvier manifester leur indignation contre les crimes commis par Israël.

M. Zisyadis parlait avec la sincérité et la peine de celui qui ne pouvait supporter que ces gens qu'il avait rencontrés il y a peu à Gaza, et appris à aimer et à estimer, se fassent si injustement massacrer.

Au cours de ces dernières années, des journalistes, des traducteurs, des simples citoyens, respectueux de la vérité, ont fait tout leur possible pour dénoncer la gravité des persécutions infligées à la population captive de Gaza, sans cesse soumise par Israël à des punitions collectives, en violation du droit international ; et pour alerter leurs gouvernements et l'opinion publique au sujet des projets criminels que l'Etat Major israélien programmait.

Vous-même, et vos conseillers, ne pouviez ignorer qu'Israël préparait une opération militaire monstrueuse contre la population de Gaza ; vous ne pouviez ignorer qu'Israël programmait une « solution finale » : il ne s'en cachait pas.

Le 27 décembre, au commencement de cette guerre cyniquement appelée « Plomb durci », et des terrifiants bombardements aériens qui visaient à traumatiser et paralyser la population dès le début de l'opération, le *Département fédéral des affaires étrangères* (DFAE) savait parfaitement qu'Israël n'était pas une victime cherchant à se défendre contre le « terrorisme », mais un Etat agresseur déterminé à liquider un peuple qui n'a jamais cédé à sa domination coloniale. Le DFAE savait qu'Israël commettait là des crimes de guerre contre une population exsangue, épuisée, composée de 800'000 enfants que leurs parents, privés de tout, ne pouvaient pas protéger.

Madame, vous avez accepté l'honneur de conduire la politique étrangère de la Suisse. Cela implique des responsabilités. Acceptez donc que des citoyens bien informés vous interpellent au sujet des positions exprimées

par Berne depuis le début de cette insupportable tragédie.

Le 27 décembre, au premier jour des bombardements qui avaient déjà emporté près de 300 vies et enregistré un millier de blessés, le DFAE a condamné « *les tirs de roquettes* » du Hamas, et condamné de manière symétrique « *les réactions disproportionnées des forces armées israéliennes* », en rappelant qu'« *Israël a le droit de se défendre et de protéger sa population (...) dans le respect du droit humanitaire et selon le principe de la proportionnalité.* » [2]

Cette symétrie est inacceptable à un double titre. Elle met l'attaquant, l'agression massive d'une armée d'occupation offensive, dotée des armes les plus dévastatrices, sur le même plan que les tentatives de ripostes d'un peuple occupé qui ne dispose ni d'une armée, ni d'un Etat, tout au plus de quelques roquettes artisanales.

La timidité de cette réaction face à la violence de l'attaque israélienne et au nombre de victimes palestiniennes est fort choquante. Elle est très éloignée du courage qu'avait su montrer Anna Lindh, Ministre des Affaires étrangère de Suède, lorsqu'elle avait appelé, en avril 2002, l'Union européenne à rompre ses liens avec Israël en protestation contre les massacres perpétrés par Ariel Sharon en Cisjordanie.

En outre, le DFAE ne dit mot sur les responsabilités du non renouvellement de la trêve entre le Hamas et Israël, alors que ce dernier s'en sert pour camoufler en légitime défense le déclenchement de cette guerre unilatérale qui avait pour objectif de décapiter le Hamas.

Il ne dit mot sur le fait que le Hamas avait respecté ses engagements en s'abstenant de tirer des roquettes sur le sud d'Israël pendant cinq mois, alors qu'Israël, en refusant de lever le blocus de Gaza, ne les avait pas respectés.

Il ne dit mot sur le fait que les tirs de roquettes du Hamas n'avaient repris qu'après qu'Israël ait, de son côté, violé la trêve, début novembre, en exécutant sommairement treize militants palestiniens [3].

Rester muet sur ce point capital du refus du Hamas à reconduire la trêve dans ces conditions, revient à faciliter la propagande militaire israélienne qui, relayée notamment par nos médias publics [4], fait porter au Hamas la responsabilité de l'agression.

Le 4 janvier, dans son communiqué [5], le DFAE a continué de maintenir cette trompeuse symétrie : « *Le*

Département fédéral des affaires étrangères appelle instamment les parties au conflit à cesser immédiatement et de manière permanente les hostilités. Les tirs de roquettes du Hamas aussi bien que l'action militaire israélienne doivent prendre fin, afin de mettre un terme aux souffrances infligées à la population civile ».

Le 9 janvier, le communiqué du DFAE s'est certes alarmé du nombre de victimes civiles en appelant « à une enquête impartiale sur le respect du droit international humanitaire ». Mais ici encore, on a le pénible sentiment que le DFAE recule à désigner clairement la réalité. C'est le terme « *incident* » qui a été choisi pour qualifier le bombardement des écoles de l'UNWRA emplies de civils [6].

Pourquoi ne pas avoir, en pareille circonstance au moins, la rigueur d'appeler par leur nom les massacres de vieux, de femmes enceintes, et d'enfants jetés dans une guerre aussi atroce ; à savoir, tout simplement, « **crimes de guerre** » ?

Israël est-il intouchable ? Est-il au-dessus de la loi commune, même dans l'usage du vocabulaire ?

Gaza n'a jamais été une cause « humanitaire ». Gaza est l'incarnation d'une immense injustice qui attend depuis 40 ans une solution **politique**.

Quand nous vous avons entendue, Madame, qualifier de « *situation humanitaire catastrophique* » (Radio suisse romande, 8 janvier) cette catastrophe malheureusement réelle, nous aurions aimé que vous précisiez pour commencer qu'il s'agissait là d'une « catastrophe humanitaire » cyniquement planifiée sur le plan militaire à Tel Aviv ; qu'il s'agissait là de crimes de guerre, voire de crimes contre l'humanité, perpétrés par Israël, avec la complicité de la « communauté internationale ». Et que une pareille dérive ne pouvait plus être tolérée.

Tout cela a été documenté. Israël n'en était pas à son coup d'essai. Depuis 2005, ses bombardements aériens et ses « assassinats extrajudiciaires préventifs » se sont multipliés notamment à Gaza, ainsi que les meurtres de civils.

Pendant ce temps, le silence de la « communauté internationale » laissait le champ libre à Israël pour continuer de massacrer ces prétendus « fanatiques », ces « terroristes », ces « islamistes », que les porte-paroles du gouvernement israélien, formés pour mentir, se sont employés à déshumaniser dans le but de préparer l'opinion à leur détestation et à ce que, le moment venu, elle ne

s'apitoie pas sur leur sort.

Les Palestiniens sont les victimes innocentes d'une guerre visant à liquider les autorités démocratiquement élues du Hamas et à leur substituer, par la force, l'« Autorité palestinienne » que la grande majorité du peuple palestinien rejette avec mépris ; une autorité dirigée par Mahmoud Abbas, qui n'est lui-même qu'une marionnette entre les mains d'Israël et des Etats-Unis.

La Suisse, devrait enfin cesser d'ajouter aux difficultés en continuant de soutenir une Initiative de paix, (les Accords de Genève) qui a été rejetée par toutes les factions palestiniennes dès 2003, hormis ces personnages discrédités aux yeux du peuple, tel Abbed Rabbo.

Il eut été plus utile de faire cesser la politique génocidaire d'Israël durant ces années où son armée enfermait cette population de Gaza et la déshumanisait pour la réduire dans l'état où elle se trouve aujourd'hui, en la privant de nourriture, d'eau, d'électricité, de gaz, de mazout, de tout ce qui fait qu'une vie peut être une vie.

Toutes ces exactions n'auraient pas été possibles sans le soutien de l'Union européenne, des Etats-Unis, de l'« Autorité palestinienne » de Ramallah, mais aussi sans la passivité de la Suisse qui avait, par sa position de neutralité, un rôle important à jouer.

Le DFAE n'a pas protesté quand Tzipi Livni, Ehoud Barak et Ehoud Olmert, ont annoncé que leur armée se préparait à aller « *liquider le Hamas* », et que cela impliquerait de nombreuses victimes civiles.

Il ne suffit pas de verser quelques millions pour se donner bonne conscience et se confondre en déclarations convenues, après coup, quand le mal est fait et les survivants placés devant l'irréparable, traumatisés à jamais.

Il ne suffit pas d'exiger la « *garantie de couloirs humanitaires* », sans autres, en sachant d'avance que le gouvernement israélien ordonne à ses armées de tirer, y compris sur les ambulanciers, les agents de l'ONU, les enfants, les écoles, sans aucune considération humaine ou de respect du droit humanitaire, comme cela s'est déjà vu par le passé.

Certes, le DFAE vient de soutenir la tenue, à Genève, d'une réunion extraordinaire du Conseil des droits de l'homme de l'ONU sur la question de Gaza. Mais il faudrait aller plus loin ; il faudrait avoir le courage de dire sans faux fuyants que l'Etat d'Israël n'est pas au-dessus du droit

international et que, tant qu'il continuera à le violer, il doit être mis au ban des nations, comme l'Afrique du Sud durant l'apartheid.

Nous pensons que votre diplomatie s'est longtemps fourvoyée en s'obstinant à soutenir les « architectes » douteux d'une « Initiative de Genève » morte née qui, de surcroît, n'apporterait pas la justice aux Palestiniens car elle ignore l'injustice fondamentale, le noyau de la cause palestinienne, qui est le déni israélien du droit inaliénable des réfugiés palestiniens à retourner, comme tout autre réfugié dans le monde, sur les terres et dans les maisons dont ils ont été chassés.

Au lieu de soutenir financièrement les autorités de Ramallah, MM. Mahmoud Abbas, Salam Fayyad, Yasser Abed Rabbo, Saeb Erekat -dont Leila Shahid est la représentante générale auprès de l'Union européenne- et des ONG israéliennes et palestiniennes, dont un certain nombre font de la souffrance des Palestiniens leur fond de commerce, et ne font que l'aggraver, il serait plus opportun et utile d'engager vos bons offices pour contribuer à la réconciliation des forces politiques palestiniennes qu'Israël s'est employé à diviser.

En désaccord avec ce qu'affirme le communiqué du DFAE du 4 janvier, nous pensons que la colonisation de la Cisjordanie - poursuivie à marche forcée par Israël depuis de longues années derrière l'écran de fumée du prétendu « processus de paix » d'Oslo - a rendu aujourd'hui impossible la solution « *d'un Etat palestinien viable vivant côte à côte d'un Etat d'Israël internationalement reconnu* ».

Les militants palestiniens qui n'ont jamais trempé dans ces compromissions d'Oslo et de l'Initiative de Genève, pensent depuis longtemps que seule, la constitution d'un État démocratique où Palestiniens et Israéliens **partageraient des droits égaux**, après que les injustices historiques aient été corrigées et que les droits au retour des réfugiés aient été respectés, peut encore offrir une perspective de paix.

« *Israël est en train de tuer notre nation* » nous disait d'une voix brisée M. Abou Habel sous les bombes, le 27 décembre, depuis le camp de réfugiés de Jabaliah désormais pulvérisé, avant que son téléphone ne devienne définitivement muet.

Le premier objectif d'Israël a toujours été de liquider toute forme de résistance à son projet colonial fondé sur les massacres et la dépossession du peuple palestinien. Au

moment où les Etats-Unis ont perdu toute crédibilité, le premier objectif de la France de Sarkozy - partagé *de facto* par bon nombre d'Etats européens et arabes - a été d'apporter son appui à Israël pour empêcher le parti du Hamas de gouverner et de devenir un modèle pour la région.

Or aujourd'hui – alors que l'« Autorité palestinienne » de Ramallah a renoncé à défendre les droits légitimes des Palestiniens et s'est lamentablement engagée dans une collaboration ouverte et de plus en plus intense avec l'occupant - l'esprit de résistance des Palestiniens s'est notamment incarnée dans le Hamas. Un mouvement enraciné dans cette population très pauvre, entassée depuis 1948 dans les camps de réfugiés après avoir été chassée de ses villes et villages par la force et la terreur par les colons juifs.

C'est cette résistance qu'Israël cherche à écraser définitivement en massacrant la population civile de Gaza et en utilisant Mahmoud Abbas comme supplétif pour réprimer les Palestiniens en Cisjordanie.

Il est temps que nos gouvernements se ravisent et comprennent que le Hamas représente aujourd'hui les aspirations d'un peuple qui se refuse à capituler, et que l'on ne peut le tenir à l'écart comme cela a été fait jusqu'ici.

Ce ne sont ni Abbas, ni tous ces notables palestiniens corrompus et ces représentants de l'OLP qui ont la légitimité de parler au nom des Palestiniens ; ce sont en premier lieu les dirigeants du Hamas issus des urnes, ostracisés, et que les gouvernements occidentaux s'obstinent à priver de toute capacité diplomatique.

Tant que les gouvernements européens se refuseront à appeler par leur nom les crimes d'Israël, et n'exerceront pas résolument des sanctions contraignantes sur cet Etat voyou pour qu'il mette un terme à ses exactions, tant qu'ils continueront à se plier à ses injonctions en diabolisant, sous le qualificatif de « terroristes », les représentants légitimes d'un peuple qui se dresse contre l'occupation, il n'y aura aucune solution à la tragédie et à l'injustice que les Palestiniens subissent depuis 60 ans, au vu et au su du monde.

Quant aux crimes qui se déroulent sous nos yeux, dans ce « ghetto », personne ne pourra dire demain que c'est « parce qu'il ne savait pas » qu'il ne les a pas qualifiés de crime de guerre, crime contre l'humanité avec intention de génocide.

C'est une question qui concerne tout le monde, par delà les orientations politiques et que notre gouvernement doit considérer comme telle.

C'est un évènement d'une gravité sans précédent !

Quel que soit leur bord politique, indignés par ces carnages, lassés par toutes les mascarades de paix qui, depuis 1991, ont fait suite au processus de Madrid, les citoyens du monde attendent des responsables politiques qu'ils cessent de se moquer des Palestiniens en ne leur offrant que des solutions qui les contraignent à accepter deux injustices : celle qui leur a été faite en 1948 quand l'Etat colonial est venu se bâtir sur leur terre après l'avoir « nettoyée ethniquement », et celle de 1967 où l'Etat colonial leur a volé de nouvelles terres.

Silvia Cattori

[1] Voir : http://www.palestine-solidarite.org/discours.Josef_Zisyadis.100109.htm

[2] Voir : <http://www.eda.admin.ch/eda/fr/home/recent/media/single.html?id=24700>

[3] Israël a assassiné cinq militants à Gaza le 4 novembre. Puis en a tué 7 autres ainsi qu'un paysan. Après ces deux attaques de l'armée israélienne, qui ont fait 13 morts en quelques jours, le 5 novembre la branche militaire du Hamas a déclaré que la trêve avait été rompue par Israël bien avant l'échéance du 19 décembre, et qu'il n'était pas tenu pour responsable. Ces faits, systématiquement occultés par les principaux médias occidentaux, ont pourtant été relatés par de nombreux observateurs.

Dans un article publié le 10 janvier 2009, Norman Finkelstein les a résumés en ces termes :

« Le dossier est clair : Israël a brisé le cessez-le-feu (...). Ce n'est qu'à ce moment que le Hamas a riposté (...). Quant aux raisons, les choses sont aussi assez claires. Selon le quotidien Ha'aretz, le ministre de la Défense Ehoud Barak a commencé les plans de cette invasion, avant même que le cessez-le-feu ait commencé (...) les plans de l'invasion ont commencé [à être préparés] en mars. Et les principales raisons de l'invasion sont, je pense, de deux ordres. Premièrement, renforcer ce qu'Israël appelle sa capacité de dissuasion, ce qui signifie, dans la langue profane d'Israël, sa capacité à soumettre la région par la terreur (...). Et la deuxième raison principale de l'attaque était que le Hamas indiquait qu'il souhaitait un règlement diplomatique du conflit sur la base des frontières de Juin 1967. C'est-à-dire que le Hamas signalait qu'il avait rejoint le consensus international (...) dans la recherche d'un règlement diplomatique. Et, à ce moment-là, Israël s'est trouvé confronté à ce que les Israéliens appellent une offensive de paix palestinienne. Et pour vaincre cette offensive de paix, ils ont cherché à démanteler le Hamas. Comme cela a été documenté par l'écrivain David Rose dans le numéro de Vanity Fair d'avril 2008, en se fondant sur des documents internes des États-Unis, ce sont les États-Unis, de mèche avec l'Autorité palestinienne et Israël, qui ont tenté un putsch contre le Hamas, et le Hamas a agi pour prévenir ce putsch. Cela aussi, n'est plus l'objet d'un débat, n'est plus un sujet de controverse. »

Le texte complet de cet article intitulé « The Facts about Hamas and the War on Gaza » est accessible sous le lien : <http://www.middle-east-online.com/english/?id=29692>

[4] Voir : « Les dérives de M. Rochebin », par Silvia Cattori, *silviacattori.net*, 9 janvier 2009. <http://www.silviacattori.net/article693.html>

[5] Voir : <http://www.eda.admin.ch/eda/fr/home/recent/media/single.html?id=24720>

[6] Voir :

<http://www.eda.admin.ch/eda/fr/home/recent/media/single.html?id=24786>
